

Note n° 43 aux retraitées et retraités adhérant à Solidaires

14 mars 2018



31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
Tél : 01 58 39 30 23 - unis@solidaires.org - www.solidaires.org

Note n° 43 aux retraitées et retraités adhérant à Solidaires

Le 14 mars 2018

Réunion des « neuf » le lundi 5 mars

Voici les principaux points abordés par le « Groupe de neuf ».

Journée d'action du 15 mars. Elle s'annonce encore plus forte que celle du 28 septembre, pourtant historique, malgré les « menaçages officiels » véhiculés par certains médias sur les retraité-e-s (privilégiés, égoïstes, ayant eu une existence « dorée », et autres fautes !). Heureusement, d'autres soulignent que les retraité-e-s sont bien une cible pour ce gouvernement et qu'ils subissent depuis plusieurs années de sévères ponctions sur leur pouvoir d'achat.

Un communiqué de presse sur les inégalités femmes / hommes est finalisé et envoyé à la presse.

La « concertation » de Mme Bazyn, ministre de la santé. Elle clame partout qu'elle « ouvre un cycle de rencontres sur la prise en charge des personnes afin de savoir la future feuille de route relative à l'accompagnement du vieillissement et la prévention de l'autonomie de la personne âgée qui sera présentée par la ministre d'ici la fin du mois de mars ». Son discours est en totale opposition à ses actes, elle ment et se fout de nous. Le 28 septembre, elle a promis aux 9 de réfléchir ensemble sur des aspects de la loi vieillissement, puis elle n'a rien fait, n'a pas répondu à nos demandes répétées de réunions. Aujourd'hui, elle veut refaire des études, alors que la loi vieillissement, bien qu'insuffisante, a été précédée de multiples réunions, débats et colloques, et qu'il n'est plus nécessaire de refaire des études, sauf à penser que la ministre veut seulement rencontrer les personnes qui sont dans le sens des décisions déjà prises par le gouvernement.

Les neuf ont décidé de téléphoner au cabinet de M^{me} Bazyn pour dire que nous voulons être inscrits dans son « cycle de rencontres » et de le faire savoir dans un communiqué de presse plutôt « caustique ».

Une tribune à la presse sera diffusée après la journée du 15 mars.

Le texte argumentaire sur le 100 % Sécu pour l'aide à l'autonomie est discuté, des organisations ont fait état des réserves qui pourraient naître dans leurs fédérations concernées. Nous devons arriver à un consensus afin de donner de la force à un texte porté par toutes nos organisations. Ce texte, « bien commun » aux neuf organisations servira de base à nos expressions ensemble sur les points qui y sont abordés.

Dans le Haut Conseil HCFEA, nous avons transformé un avis qui, au départ, devait permettre de faire entrer le privé dans l'aide à l'autonomie. Il est décidé d'aller au-delà, d'envoyer un texte de saisine au HCFEA pour qu'il étudie la prise en charge de l'autonomie par la Sécurité sociale.

Prochaines réunions : lundi 9 avril 2018, essentiellement sur le bilan de la journée du 15 mars et les suites.

Résistance des papis et mamies espagnols

A l'appel de la Marea pensionista « la marée retraitée », plateforme citoyenne héritée du mouvement des « indignés », et des syndicats, des milliers de retraité-e-s espagnols ont exprimé leur colère dans la rue contre la trop maigre revalorisation des retraites, 0,25 % depuis 5 ans, pour une inflation officielle de 1,1 % par an.

Les policiers de Madrid qui leur ont bloqué l'accès au Parlement ont entendu : « Nous sommes des retraités, pas des terroristes ! » ou « Nous luttons pour les retraites de vos enfants ! » ainsi que quelques insultes contre le gouvernement. Ils n'ont pas pu résister à la marée retraitée, le harcèlement policier a cédé. Les retraité-e-s ont agité devant les grilles du Congrès des députés les pancartes montrant des cercueils barrés, symboles de coupes budgétaires, ayant déjà servi lors des grandes manifestations de 2011 et 2012.

Comme en France, le gouvernement a répondu que les retraité-e-s avaient même fait d'efforts que les actifs. C'est de la provocation et du mépris quand on connaît le gel puis la maigre revalorisation des pensions, le maintien du minimum vieillesse à 570 euros par mois, la décision politique de rendre payants les médicaments, ...

En Espagne aussi, l'avenir des retraites est sombre, à cause de la baisse des cotisations sociales alors que le nombre de retraité-e-s augmente. Les retraité-e-s ont repris le flambeau des luttes sociales, ils se mobilisent à nouveau le 15 mars.

Note n° 43 aux retraitées et retraités adhérant à Solidaires

Le 14 mars 2018

Réunion des « neuf » le lundi 5 mars

Voici les principaux points abordés par le « Groupe de neuf ».

Journée d'action du 15 mars. Elle s'annonce encore plus forte que celle du 28 septembre, pourtant historique, malgré les « mensonges officiels » véhiculés par certains médias sur les retraité-e-s (privilegiés, égoïstes, ayant eu une existence « dorée », et autres fadaïes !). Heureusement, d'autres soulignent que les retraité-e-s sont bien une cible pour ce gouvernement et qu'ils subissent depuis plusieurs années de sévères ponctions sur leur pouvoir d'achat.

Un communiqué de presse sur les inégalités femmes / hommes est finalisé et envoyé à la presse.

La « concertation » de Mme Buzyn, ministre de la santé. Elle clame partout qu'elle « ouvre un cycle de rencontres sur la prise en charge des personnes afin de nourrir la future feuille de route relative à l'accompagnement du vieillissement et la prévention de l'autonomie de la personne âgée qui sera présentée par la ministre d'ici la fin du mois de mars ». Son discours est en totale opposition à ses actes, elle ment et se fout de nous. Le 28 septembre, elle a promis aux 9 de réfléchir ensemble sur des aspects de la loi vieillissement, puis elle n'a rien fait, n'a pas répondu à nos demandes répétées de réunions. Aujourd'hui, elle veut refaire des études, alors que la loi vieillissement, bien qu'insuffisante, a été précédée de multiples réunions, débats et colloques, et qu'il n'est plus nécessaire de refaire des études, sauf à penser que la ministre veut seulement rencontrer les personnes qui iront dans le sens des décisions déjà prises par le gouvernement.

Les neuf ont décidé de téléphoner au cabinet de M^{me} Buzyn pour dire que nous voulons être inscrits dans son « cycle de rencontres » et de le faire savoir dans un communiqué de presse plutôt « caustique ».

Une tribune à la presse sera diffusée après la journée du 15 mars.

Le texte argumentaire sur le 100 % Sécu pour l'aide à l'autonomie est discuté, des organisations ont fait état des réserves qui pourraient naître dans leurs fédérations concernées. Nous devons arriver à un consensus afin de donner de la force à un texte porté par toutes nos organisations. Ce texte, « bien commun » aux neuf organisations servira de base à nos expressions ensemble sur les points qui y sont abordés.

Dans le Haut Conseil HCFEA, nous avons transformé un avis qui, au départ, devait permettre de faire entrer le privé dans l'aide à l'autonomie. Il est décidé d'aller au-delà, d'envoyer un texte de saisine au HCFEA pour qu'il étudie la prise en charge de l'autonomie par la Sécurité sociale.

Prochaine réunion : lundi 9 avril 2018, essentiellement sur le bilan de la journée du 15 mars et les suites.

Résistance des papis et mamies espagnols

A l'appel de la Marea pensionista « la marée retraitée », plate-forme citoyenne héritée du mouvement des « indignés », et des syndicats, des milliers de retraité-e-s espagnols ont exprimé leur colère dans la rue contre la trop maigre revalorisation des retraites, 0,25 % depuis 5 ans, pour une inflation officielle de 1,1 % par an.

Les policiers de Madrid qui leur ont bloqué l'accès au Parlement ont entendu : « Nous sommes des retraités, pas des terroristes ! » ou « Nous luttons pour les retraites de vos enfants ! » ainsi que quelques insultes contre le gouvernement. Ils n'ont pas pu résister à la marée retraitée, le barrage policier a cédé. Les retraité-e-s ont agité devant les grilles du Congrès des députés les pancartes montrant des ciseaux barrés, symboles de coupes budgétaires, ayant déjà servi lors des grandes manifestations de 2011 et 2012.

Comme en France, le gouvernement a répondu que les retraité-e-s avaient moins fait d'efforts que les actifs. C'est de la provocation et du mépris quand on connaît le gel puis la maigre revalorisation des pensions, le maintien du minimum vieillesse à 370 euros par mois, la décision politique de rendre payants les médicaments, ...

En Espagne aussi, l'avenir des retraites est sombre, à cause de la baisse des cotisations sociales alors que le nombre de retraité-e-s augmente. Les retraité-e-s ont repris le flambeau des luttes sociales, ils se mobilisent à nouveau le 15 mars.

- Emplacement : inFORMER LES SALARIÉ-ES > Les publications > Bulletin UNIRS >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Note-UNIRS-no43>